

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La loi des spéculateurs

La crise qui frappe depuis des semaines les matériaux de construction, dont le ciment, le sable et le rond à béton, très rares sur le marché dans les différentes régions de l'extrême est du pays, a entraîné la suspension des travaux dans de nombreux chantiers.

Réalisations de logements dans le cadre du programme présidentiel, promotionnels, particuliers et autres projets d'équipements publics sont à l'arrêt.

Ajoutée aux intempéries, cette situation a entraîné d'importants retards dans la livraison de nombreux projets ainsi que la mise au chômage de plusieurs milliers de travailleurs du bâtiment. La spéculation bat son plein. Rien ne dit qu'elle ne se poursuivra même si dans les arrières-dépôts des spécialistes du commerce des matériaux de construction, d'importantes quantités sont entreposées. Les prix sont murmurés à l'oreille. Le principe du «à prendre ou à laisser» y est appliqué dans toute sa

rigueur. Ainsi, le sac de ciment sorti d'usine à 226 DA passe à 620 DA, le sable de 500 DA à 1 000 DA le mètre cube et le rond à béton de 4 000 à 5 000 DA. Plusieurs dizaines d'entreprises de construction ont été contraintes à déposer le bilan. Dans ce secteur, l'affolement est général d'autant que la décastration n'est pas pour bientôt avec la fermeture de toutes les sablières de la région. Exception faite d'une seule, située dans la wilaya de Skikda, qui semble jouir d'une solide protection. Ce que, du reste, confirme le gérant de la sablière Eurl Graniski lorsqu'il affirme : «Malgré une décision de justice prononcée en ma faveur pour



620 DA pour un sac de ciment.

sa réouverture, ma carrière de sable à Filfila est toujours fermée. Alors que sa demande dépasse largement l'offre en sable de construction, il est permis à une seule sablière d'activer

sur instruction du wali de Skikda. Ce dernier a passé outre la circulaire du ministre de l'Energie et des Mines précisant que la gestion des mines et des activités minières relève de la

seule compétence des agences minières sous sa tutelle.» Notre interlocuteur se demande si ce blocage n'est pas destiné à privilégier la mafia du sable. De là à affirmer qu'une affaire type sablière de Righia à El-Tarf risque de surgir pour peu qu'une enquête soit déclenchée, il n'y a qu'un pas que ce gérant a franchi. Rappelons que cette affaire avait été à l'origine de l'interpellation et de la mise en détention du premier magistrat de cette wilaya frontalière de l'est du pays. Du côté des entrepreneurs chargés de la réalisation des logements du programme présidentiel et des équipements publics, le découragement est général et le prix au mètre carré bâti est fixé à un peu plus de 26 000 DA. Un prix qui, selon les principaux animateurs du secteur, ne tient pas compte de l'inaccessibilité du terrain à construire. «Outre la surfa-

ce à bâtir, généralement supérieure à celle figurant sur le cahier des charges, que l'on découvre par la suite, le maître d'ouvrage rejette toute demande de révision des prix.

Ce qui est en totale contradiction avec la récente décision des pouvoirs publics», a indiqué un des entrepreneurs en activité de la wilaya de Annaba.

Dans la wilaya de Annaba, la suspension des travaux dans plusieurs chantiers de logements sociaux a entraîné l'inquiétude des habitants des bidonvilles à qui il a été promis un recasement avant la fin de l'année.

Une appréhension à l'origine des rumeurs qui circulent sur des marches de protestation que se prépareraient à organiser, dans les prochains jours, les populations concernées

A. Djabali

LA DAUPHINE DE BOUTEFLIKA FAIT SON BILAN

Les tribulations de Louisa Hanoune

«Le sens patriotique d'un ministre d'Etat qui a eu le courage de s'opposer à la privatisation des banques et à la loi sur les hydrocarbures ne peut s'accommoder des méfaits de son administration s'agissant de fraude électorale notoire. Il y va de sa crédibilité, voire même de celle du président de la République.»

C'est la conclusion à laquelle est arrivée la secrétaire générale du Parti des travailleurs qui est revenue à la charge, jeudi dernier à partir de Constantine, pour décrier «la tromperie avérée» qui a marqué la dernière joute électorale. Louisa Hanoune ne s'embarrassera d'ailleurs pas de ménager les responsables centraux à l'image de Nouredine-Yazid Zerhouni, «assez soucieux», laissera-t-elle entendre, de leur image de marque pour permettre une telle dérive. «Il est probable qu'il n'y aurait pas eu d'injonction centrale dans ce sens» dira-t-elle.

La fraude serait plutôt, selon elle, l'œuvre de subalternes et cercles d'intérêts craintifs pour la pérennité de leurs avantages. Maires, chefs de daïra, walis et autres zélés, pris de panique, auraient ainsi excellé dans cette orchestration à telle enseigne que la fraude était devenue incontrôlable. «Une fraude qui a visé exclusivement le PT, avance sa secrétaire générale, au regard de la tendance générale des intentions de vote vers 16 heures, le jour des élections.» Et d'ironiser en disant que lorsque le nombre de voix recueillies par un candidat dépasse le nombre d'inscrits dans un même bureau de vote, cela se passe de commentaire.

Un bourrage massif des urnes qui l'aurait empêchée d'introduire un recours central afin de recomptabiliser les voix exprimées en sa faveur, avance-t-elle, avouant par la même occasion que l'on ne saura jamais le taux de participation exact ni les scores réels de chaque candidat.

La capitalisation de l'expérience du 9 avril dernier n'est pas en reste des intérêts que confère Louisa Hanoune aux futures initia-

tives politiques de sa formation.

L'oratrice, qui s'exprimait devant des responsables et des militants de plusieurs wilayas de l'est du pays, a, de ce fait, tenté de rassurer sa base sur l'importance des dividendes de cette expérience, notamment en matière de capital sympathie en faveur de son parti, qui a démultiplié pendant et après la campagne électorale qu'elle a menée la cohésion et la sérénité qui président au sein de ses instances.

«La dynamique enclenchée, en dépit du scandale du 9 avril, est sur la bonne voie car plusieurs facteurs ont concouru à ce qu'il y ait un élan national très positif qui était ciblé à travers le PT par les concepteurs de la fraude massive qui a dépassé celle de 1997.

Une fraude qui a visé le citoyen



«La fraude est l'œuvre des subalternes et des cercles d'intérêts.»

parce que sa volonté a été confirmée, le président de la République et sa crédibilité, les corps de la police et de l'armée...»

Ce qui l'amènera à entonner : «Ils sont le passé et nous sommes le futur.» Et d'initiatives politiques,

celles-ci focalisent notamment sur une improbable dissolution du Parlement puisque l'oratrice n'hésitera pas à exhorter le chef de l'Etat à prendre une décision dans ce sens tant il est vrai que les mêmes règles qui présidaient au

fonctionnement du défunt CNT dictent encore la démarche de l'hémicycle. Un Parlement qui incarne, à ses yeux, une parfaite «déliquescence des mœurs politiques à travers le clientélisme, le clanisme et le népotisme et fait barrage à l'émergence de la démocratie.

Elle décèle même un recul effarant des acquis démocratiques arrachés par le peuple au lendemain du 5 Octobre 1988, lesquels acquis ont été mis entre parenthèses, ce qui a provoqué une situation d'impasse à tous les niveaux. L'autre initiative que pourrait tenter Louisa Hanoune serait, selon son aveu, un déploiement au sein de ce même Parlement pour la révision de la loi électorale afin de mettre un terme à l'instrumentalisation des textes et des urnes.

Pour ce faire, «les horizons sont plus que jamais dégagés», se félicitera-t-elle. Un autre dividende de sa défaite amère le 9 avril dernier.

K. G.

LA PRÉSIDENTE DU PT DEPUIS ORAN :

«“Bahdlouna” avec ces résultats !»

Alors que l'élection présidentielle est belle et bien consommée, Louisa Hanoune, ex-candidate à la présidentielle et porte-parole du PT, qui a rencontré hier vendredi ses militants et sympathisants à la salle El-Feth, à Oran, est revenue une fois de plus sur une défaite qu'elle semble toujours mal digérer.

«Dans beaucoup de cas, les résultats que nous avons obtenus réellement lors des élections sont très proches et parfois nous sommes sortis premiers mais tout a été chamboulé par une fraude sans précédent menée par des responsables locaux qui, par excès de zèle, sont entrés en concurrence pour aller le plus loin possible dans le bourrage des urnes», affirme-t-elle. Pour l'ex-candidate à la présidentielle, les Algériens sont à la croisée des chemins, face à eux deux choix, «les forces de la réaction et celles du progrès et notre parti ne peut qu'opter

pour la seconde solution car nous sommes du côté des jeunes, des femmes et des travailleurs», estime M^{me} Louisa Hanoune.

Tout en évoquant les nouveaux riches, l'intervenante considère que «l'immixtion du monde de la finance et des affaires dans le politique est un danger qui menace la stabilité de la nation». Selon la porte-parole du PT, l'Algérie tend à revenir au régime du parti unique avec pour toile de fond un simulacre de démocratie.

Revenant une fois de plus sur les résultats des élections passées, elle dira «tel que commenté par la presse occidentale, les résultats étaient «un score brejnévien», c'est honteux pour le pays et sa crédibilité «Bahdlouna !» dit-elle. Tout en revenant sur le passé militant de son parti, Louisa Hanoune dira : «Nous avons de tout temps milité pour l'instauration d'une assemblée constituante sous le règne de laquelle va être élaborée une Constitution qui

consacrera la volonté populaire, ses devoirs, ses droits et ses libertés», et d'ajouter : «Nous revendiquons une réforme politique globale et de vrais députés au Parlement pour défendre ce pour quoi ils ont été élus et non leurs intérêts et ceux des groupes qui les ont parrainés.»

Au sujet de la liberté de la presse, elle dira : «Le président de la République dit qu'il y a une liberté de la presse en Algérie, qu'on annule alors l'article 144 du code pénal», suggère-t-elle.

Tout en affichant sa conviction que le président Bouteflika «ignore l'ampleur de la fraude menée en sa faveur», elle l'interpelle afin qu'il agisse contre «la pieuvre clientéliste» qui mine l'Etat». Louisa Hanoune est convaincue que l'élection présidentielle aurait pu déboucher sur un 2^e tour, ce qui risquait de remettre en cause beaucoup d'idées reçues.

Amel B.